

De qui le maire de Roubaix est-il l' élu ?

Rémy Bretton-Wilk, Fabien Desage et Tristan Haute

Analysant les effets croisés de la ségrégation spatiale et de l' abstention sur les résultats électoraux, Rémy Bretton-Wilk, Fabien Desage et Tristan Haute démontrent l' existence d' une « prime au vote bourgeois » dans l' une des villes les plus pauvres de France.

Souvent présentée comme « la ville la plus pauvre de France¹ », Roubaix, qui avait placé Jean-Luc Mélenchon (LFI) en tête du premier tour de la dernière élection présidentielle avec 36 % des voix, est dirigée depuis 2014 par Guillaume Delbar, un maire Les Républicains (devenu « divers droite » en 2017). Élu de justesse dans une quadrangulaire en 2014 (34,8 % des suffrages exprimés au second tour) malgré l' importance du score LFI en 2017, le maire est parvenu à conserver assez facilement la mairie en 2020 avec 56 % des suffrages exprimés au second tour.

La déconnexion entre les résultats aux élections nationales et locales à Roubaix ne peut se comprendre qu' en tenant compte d' un différentiel d' abstention important qui, loin de concerner la ville de manière homogène, touche plus fortement ses quartiers populaires. La victoire aisée de la droite lors de la dernière élection municipale s' explique par une mobilisation électorale à la fois faible² et socialement différenciée, ainsi que par une impressionnante capacité de la droite à mobiliser la bourgeoisie locale, là où la gauche, divisée, ne parvient plus à attirer les classes populaires pourtant largement majoritaires. Pour le dire autrement, l' abstention massive dans les quartiers populaires donne une véritable « prime » aux votes dans les quartiers bourgeois, dont le poids relatif dans l' élection se trouve accru.

Une abstention massive et socialement située

Le cas roubaisien a été peu étudié en sociologie électorale (Etchebarne 1983 ; Lefebvre 2002). À l' image de ce qui a été observé au niveau national (Jaffré 2020), la ville connaît une hausse continue de l' abstention depuis les années 1990, aggravée par le niveau du chômage, la précarité socio-économique et la faiblesse des diplômes au sein de la population locale. Ainsi, l' abstention était majoritaire dès 2001, atteignant 55 % au premier tour des élections municipales contre 33 % au niveau national : dix points de plus qu' en 1995 et vingt de plus qu' en 1989 (Lefebvre 2002). Depuis, elle n' a cessé d' augmenter : 60 % en 2008, 62 % en 2014 et 78 % en 2020, en pleine crise sanitaire. Plus de trois Roubaisiens inscrits sur quatre ne se sont donc pas rendus aux urnes.

Les maires de Roubaix sont de plus en plus « mal élus », au sens où leur élection repose sur un nombre de suffrages de plus en plus faible. En 2001 et en 2008, René Vandierendonck, tête de liste de la gauche socialiste mais ancien dauphin du maire UDF-CDS André Diligent (1983-1994), était élu avec respectivement 8 787 et 8 907 voix. En 2014, Guillaume Delbar n' était élu qu' avec 6 949 voix. En 2020, sa victoire ne reposait plus que sur 5 776 voix dans une ville qui compte près de 100 000 habitants.

¹ Ce qu' elle est effectivement dans sa catégorie de population, puisqu' elle est seulement devancée – de peu – en proportion de ménages pauvres par Grigny et Clichy-sous-Bois en région parisienne, qui comptent néanmoins trois fois moins d' habitants.

² La participation n' a atteint que 22,5 % des inscrits au second tour de l' élection municipale de 2020 contre 62,6 % au premier tour de l' élection présidentielle de 2017. Ce sont près de trois fois moins d' électeurs qui se sont mobilisés.

Pour les candidats, l'enjeu est dès lors moins de conquérir des « parts de marché électoral » que de s'assurer le soutien des groupes les plus mobilisés, dont le poids relatif dans l'élection se trouve accru. Or, à Roubaix comme ailleurs, l'abstention est socialement située (Haute 2020 ; Braconnier *et al.* 2017). Bien que majoritaire en 2020, l'abstention dans les bureaux « bourgeois » reste quinze points inférieure à celle observée dans le reste de la ville (voir Tableau 1). À cette abstention plus faible s'ajoute également une meilleure inscription sur les listes électorales dans ces quartiers privilégiés (Braconnier *et al.* 2017).

Les inégalités sociales de mobilisation électorale tendent ainsi à renforcer le poids électoral des classes supérieures : si les quatre bureaux « bourgeois » ne rassemblent que 6 % de la population roubaisienne âgée de 15 ans et plus, ils agrègent déjà 8 % des inscrits sur les listes électorales et entre 12 % et 13 % des votants (respectivement au 1^{er} et 2^e tour des municipales de 2020). Leur poids relatif dans le résultat final s'en trouve très sensiblement accru.

Ce constat n'est pas spécifique aux scrutins locaux mais, lors de la présidentielle, le poids de ces bureaux était réduit du fait de la plus forte participation dans l'ensemble de la ville : les quatre bureaux bourgeois rassemblent moins de 10 % des votants au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, contre plus de 12 % en 2020.

Tableau 1. Résultats des élections municipales de 2020 et présidentielles de 2017 selon le type de bureau de vote (en % des inscrits)

	Bureaux dits « bourgeois » (4)	Autres bureaux (42)
Abstention 2020 (tour 1)	64,1	78,6
Liste Delbar (tour 1)	22,8	7,7
Abstention 2020 (tour 2)	62,7	78,5
Liste Delbar (tour 2)	28,9	10,9
Abstention 2017 (tour 1)	19,6	38,9
Fillon 2017 (tour 1)	28,9	5,3
Macron 2017 (tour 1)	22,3	11,8
Mélenchon 2017 (tour 1)	11,3	22,8

Source : Ministère de l'Intérieur, 2020 ; traitements par les auteurs.

Roubaix, pauvre mais aussi ségréguée

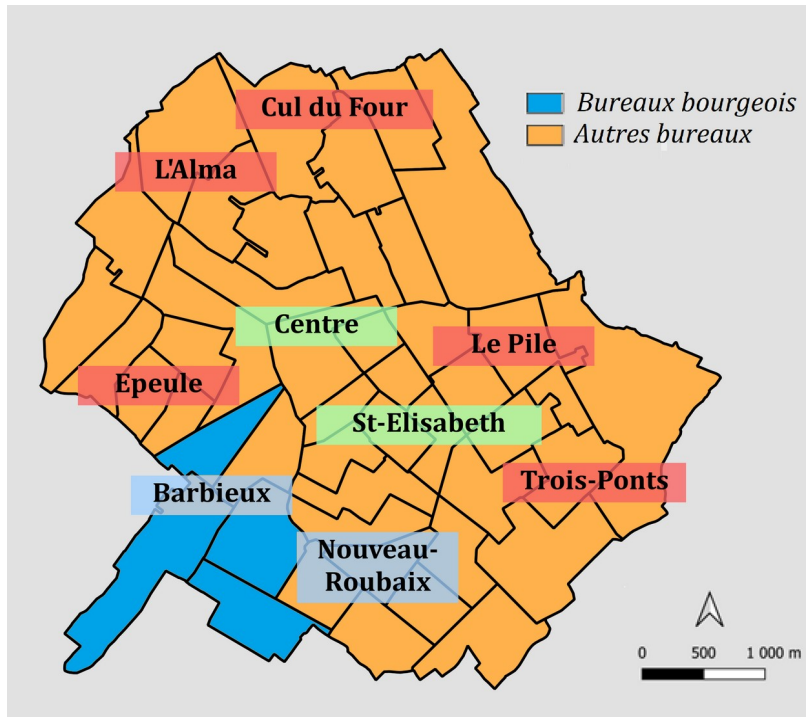
À l'image de ce qui a été réalisé dans d'autres villes (Rivière 2014 ; Batardy *et al.* 2017), détailler l'analyse des données électorales et sociodémographiques, à l'échelle des quarante-six bureaux de vote de la ville permet de mieux saisir l'hétérogénéité sociale et électorale d'un espace urbain³.

En l'occurrence, à Roubaix, l'effet de la différenciation sociale des comportements électoraux est amplifié par la ségrégation de la ville. Véritable « ville usine » du textile (Pétillon 2006), Roubaix est victime de la désindustrialisation dès les années 1960 et connaît vite un chômage de masse. Loin d'enrayer la situation, les politiques urbaines tendent plutôt à accroître les inégalités au sein de la ville (Vulbeau 2018 ; Collectif Degeyter 2017). À Roubaix cohabitent en effet les fractions les plus

³ Cette analyse a nécessité le recours à une méthode géographique de ventilation des données, les bureaux de vote n'ayant pas le même périmètre que les îlots regroupés pour l'information statistique (IRIS), pour lesquels sont disponibles les données du recensement (Audemard et Gouard 2016, p. 11-13 ; Gombin 2017).

précaires des classes populaires et une bourgeoisie, au passé industriel mais reconvertie dans d'autres secteurs d'activité (grande distribution, banques...), à laquelle se sont greffés des cadres du privé travaillant dans la métropole lilloise et séduits par un immobilier bon marché. Ces classes supérieures se concentrent dans une toute petite partie de la ville, aux abords du parc Barbieux notamment (figures 2 à 5), à quelques kilomètres mais à « mille lieues » des logements sociaux et de l'habitat privé modeste qui caractérisent les anciens quartiers industriels de la ville, comme Le Pile, Le Cul de Four, l'Alma, ou l'Épeule (figure 1).

Figure 1. Les quartiers de Roubaix



Source : Ville de Roubaix, 2017, typologie couleur par les auteurs.

Figure 2. Avenue Jean-Jaurès (qui longe le parc Barbieux)



Photo : F. Desage.

Figure 3. Avenue Gustave-Delory (est du parc Barbieux)



Photo : F. Desage.

Figure 4. Boulevard du Général-de-Gaulle (nord du parc Barbieux)



Photo : F. Desage.

Figure 5. Rue Colbert (nord-ouest du parc Barbieux)



Photo : F. Desage.

Cette ségrégation socio-spatiale se traduit dans les caractéristiques des bureaux de vote. Le tableau 2 révèle ainsi le profil social très spécifique de quatre d'entre eux, que nous qualifions ici de « bourgeois », marqués par une surreprésentation très nette des diplômés du supérieur, des retraités, des cadres et des propriétaires et par une sous-représentation des immigrés⁴.

Tableau 2. Caractéristiques sociales des bureaux de vote roubaisiens

	Bureaux « bourgeois » (4)	Autres bureaux (42)
% de diplômés du supérieur	33,5	11
% de retraités	29,7	11,3
% de cadres	11,3	2,5
% d'immigrés	8,3	22,2
% de propriétaires	62,7	35,8
% de locataires HLM	5,7	35,4

Source : INSEE, 2016 ; traitement par les auteurs.

Une bourgeoisie acquise à la droite, une gauche qui ne mobilise pas les quartiers populaires

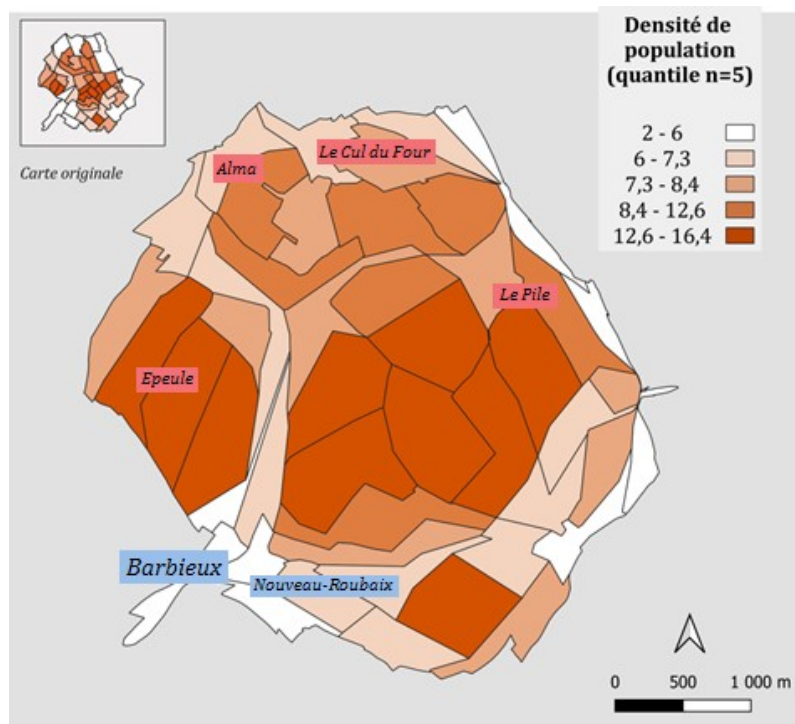
En pourcentage des inscrits le résultat de la liste de Guillaume Delbar dans les quatre bureaux bourgeois est près de trois fois supérieur à son résultat dans le reste de la ville, au premier comme au second tour. Les bureaux bourgeois, qui ne pèsent que pour 6 % de la population roubaisienne, fournissent ainsi respectivement 20 % et 18 % des voix de la liste de Guillaume Delbar au premier et au second tour.

⁴ Ce groupe de quatre bureaux résulte d'une classification ascendante hiérarchique (CAH) réalisée à partir des caractéristiques sociales des bureaux de vote (situation professionnelle, statut d'immigré, type de logement et niveau de diplôme des résidents).

Si elles ne font pas basculer l'élection, les 1 045 voix recueillies par G. Delbar au second tour dans les quatre bureaux bourgeois (contre 4 731 dans les 42 autres bureaux de la ville) lui assurent une victoire confortable : sans ces quatre bureaux, l'écart entre le maire élu et son challenger divers gauche, Karim Hamrouni, aurait été de moins de 500 voix.

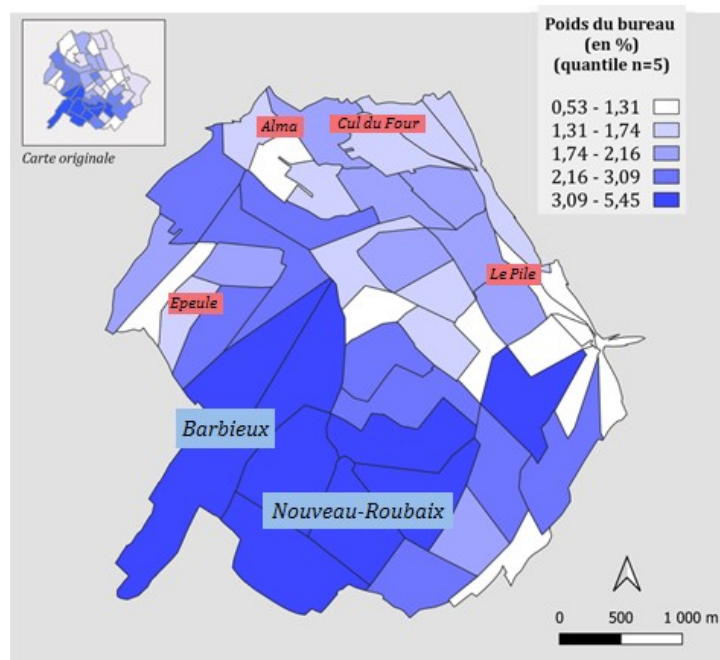
Deux anamorphoses permettent de préciser l'analyse. Dans la première (figure 6), l'aire des bureaux de vote est proportionnelle à la population résidente. Dans la seconde (figure 7), l'aire des bureaux de vote est proportionnelle au nombre de voix obtenues par la liste Delbar au 2^e tour des municipales de 2020. La comparaison des cartes fait apparaître deux types de déformations. D'un côté, les quartiers de Barbieux et du Nouveau Roubaix occupent une surface bien plus importante dans la figure 7 que dans la figure 6 : quelques quartiers concentrent les votes en faveur de la liste Delbar. D'un autre côté, les quartiers populaires (l'Alma, le Cul de Four, le Pile, l'Épeule) voient leur surface nettement réduite dans la figure 7 par rapport à la figure 6, preuve que, même si la population roubaisienne s'y concentre, ces quartiers contribuent très marginalement à la victoire électorale de la droite.

Figure 6. Anamorphose : l'aire des bureaux de vote est proportionnelle à leur population résidentielle



Source : INSEE, 2016 ; Ville de Roubaix, 2017 ; traitement : R. Bretton-Wilk, Qgis 3.14.

Figure 7. Anamorphose : l'aire des bureaux de vote est proportionnelle au résultat qu'y obtient la liste Delbar au second tour (2020)



Source : Ministère de l'Intérieur, 2020 ; traitement : Rémy Bretton-Wilk, Qgis 3.14.

Cette surmobilisation de la bourgeoisie locale en faveur de la droite et la faible capacité de la gauche à mobiliser son camp, en particulier les nouvelles classes populaires racisées et discriminées, ne sont pas nouvelles (Masclet 2003 ; Hadj Belgacem 2016). D'une part, si Roubaix fut un « bastion socialiste », longtemps détenu par la SFIO, la majorité socialiste n'était obtenue, dès 1945, qu'à la faveur d'une alliance de « troisième force » avec les chrétiens-démocrates (Lefebvre 2004). Après la victoire de la droite en 1983, le retour à gauche de la ville, en 2001, s'explique d'ailleurs en grande partie par le ralliement à la gauche du maire centriste sortant, René Vandierendonck (Lefebvre 2002 ; Desage 2006). D'autre part, la géographie électorale roubaisienne apparaît très stable sur le temps long, à l'instar des lignes de clivage socio-spatiales au sein de la ville : les bureaux autour du parc Barbieux étaient déjà, en 1983, les plus favorables au nouveau maire UDF-CDS (Etchebarne 1983) et constituaient, en 2001, la principale zone de force électorale d'une droite divisée et passée dans l'opposition (Lefebvre 2002).

Ce double effet de polarisation sociale et de surmobilisation de la bourgeoisie locale prend toutefois un aspect décisif, dès lors que la gauche, fortement divisée, ne parvient plus à mobiliser l'électorat populaire. Le faible intérêt pour la politique institutionnelle et la pratique intermittente du vote n'empêchent pas l'existence d'autres formes de mobilisations sociales (Collectif Rosa Bonheur 2019) et politiques (Talpin 2020), mais celles-ci se traduisent difficilement en dynamiques partisans et électorales.

Prime au vote bourgeois et orientations de l'action publique

Si le maire de Roubaix n'est pas le maire des seuls quatre quartiers bourgeois – dont les suffrages n'auraient pas suffi à le faire élire – il leur est néanmoins électoralement redevable.

Ce soutien électoral des quartiers privilégiés ne résume pas à lui seul l'influence des habitants les plus insérés économiquement et socialement sur la politique du maire : ils disposent d'autres ressources pour se faire entendre. Il serait toutefois naïf de penser que ce soutien électoral ne joue aucun rôle. Les recherches de Max Rousseau (2010) sur les origines des politiques de « gentrification » à Roubaix dans les années 1990 ou de Yoan Miot (2012) sur les politiques de « renouvellement urbain » pointent en effet le rôle décisif des élites économiques locales dans la

promotion de politiques publiques favorables aux intérêts des propriétaires et investisseurs : leur poids se retrouve notamment dans l'adoption de mesures valorisant la « bonne image » de la ville, son patrimoine et son « attractivité ».

Les effets électoraux de cette répartition géographique très inégalitaire de l'électorat étant attestés, il serait utile d'analyser plus en détail ses conséquences tant sur les actions engagées par les municipalités de droite que sur la marginalisation des groupes sociaux les moins audibles.

Bibliographie

- Audemard, J. et Gouard, D. 2016. « Le bureau de vote : objet et terrain d'enquêtes électorales », *Pôle Sud*, n° 44, p. 5-19. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-pole-sud-2016-1-page-5.htm.
- Batardy, C., Bellanger, E., Gilbert, P. et Rivière, J. 2017. « Présidentielle 2017. Les votes des grandes villes au microscope », *Métropolitiques* [en ligne], 9 mai 2017, URL : <https://metropolitiques.eu/Presidentielle-2017-Les-votes-des-grandes-villes-au-microscope.html>.
- Braconnier, C., Coulmont, B. et Dormagen, J.-Y. 2017. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, 2017, n° 67, p. 1023-1040. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-6-page-1023.htm.
- Collectif Degeyter. 2017. *Sociologie de Lille*, Paris : La Découverte.
- Collectif Rosa Bonheur. 2019. *La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris : Éditions Amsterdam.
- Desage, F. 2006. « Roubaix et la construction de l'institution communautaire : une contribution paradoxale », in M. David, B. Duriez et R. Lefebvre (dir.), *Roubaix : 50 ans de transformation urbaine et de mutation sociale*, Lille : Presses du Septentrion, p. 129-147.
- Etchebarne, S. 1983. « L'urne et le xénophobe. À propos des élections municipales à Roubaix en mars 1983 », *Espace, populations, sociétés*, n° 2, p. 133-138. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.persee.fr/doc/espos_0755-7809_1983_num_1_2_920.
- Gombin, J. 2017. « spReapportion: Reapportion Data From one Geography to Another », R package, version 0.1.0.9001, URL : <https://github.com/joelgombin/spReapportion>.
- Hadj Belgacem, S. 2016. « Reconquérir la jeunesse des cités ? Enjeux et contradictions d'un Conseil Local des Jeunes dans une municipalité communiste », *Mouvements*, n° 85, p. 95-103. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-mouvements-2016-1-page-95.htm.
- Haute, T. 2020. « La participation électorale en temps de crise sanitaire : évolutions et persistance », *Pouvoirs locaux*, n° 118, p. 29-34.
- Jaffré, J. 2020. « L'abstention aux élections municipales depuis l'après-guerre (1947-2014) », note Sciences Po/CEVIPOF, mars 2020, URL : www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/municipales-2020-les-notes-de-recherches.
- Lefebvre, R. 2004. « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 2, p. 237-260. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2004-2-page-237.htm#no2.
- Lefebvre, R. 2002. « Roubaix. Entre recomposition politique et stabilité électorale », in B. Dolez et A. Laurent (dir.), *Le Vote des villes*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 257-274.
- Masclat, O. 2003. *La Gauche et les cités : enquêtes sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute.

- Miot, Y. 2012. *Face à la décroissance urbaine, l'attractivité résidentielle ? Le cas des villes de tradition industrielle de Mulhouse, Roubaix et Saint-Étienne*, thèse de doctorat d'Aménagement et urbanisme, Université Lille 1.
- Pétillon, C. 2006. *La Population de Roubaix. Industrialisation, démographie et société, 1750-1880*, Lille : Presses du Septentrion.
- Rivière, J. 2014. « Les divisions sociales des métropoles françaises et leurs effets électoraux. Une comparaison des scrutins municipaux de 2008 », *Métropolitiques* [en ligne], 21 mars 2014, URL : www.metropolitiques.eu/Les-divisions-sociales-des.html.
- Rousseau, M. 2010. « Gouverner la gentrification. Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin », *Pôle Sud*, n° 32, p. 59-72. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.cairn.info/revue-pole-sud-2010-1-page-59.htm.
- Talpin, J. 2020. *Bâillonner les quartiers. Comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires*, Lille : Les Étaques.
- Vulbeau, J. 2018. « La rénovation urbaine à Roubaix : une modernisation sous tension (1957-1972) », *Revue du Nord*, n° 424, p. 191-219. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-du-nord-2018-1-page-191.html>.

Rémy Bretton-Wilk est étudiant en M2 Études numérique et statistique publique à l'Université de Lille.

Fabien Desage est maître de conférences en science politique (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS ; UMR CNRS 8026), université Lille-2). Il est de 2012 à 2014 professeur invité au département de science politique de l'université de Montréal, et titulaire de la Chaire d'études de la France contemporaine du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM). Membre des comités de rédaction des revues *Politix* et *Métropolitiques*, il est notamment le co-auteur avec David Guéranger de *La Politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales* (2011, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant, collection Savoir/Agir). Il a co-dirigé récemment, avec Valérie Sala Pala et Christelle Morel Journal l'ouvrage *Le Peuplement comme politiques* (2014, Rennes : Presses universitaires de Rennes).

Tristan Haute est docteur et ATER en science politique à l'Université de Picardie Jules Verne, chercheur au CURAPP-ESS et chercheur associé au CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales, UMR CNRS 8026, Université de Lille). Publications récentes : P. Blavier, T. Haute et É. Penissat, « Du vote professionnel à la grève : les inégalités de participation en entreprise », *Revue française de science politique*, vol. 70, n° 3-4, 2020, p. 443-469 ; T. Haute, « Les logiques plurielles d'une très faible participation : retour sur les scrutins auprès des salariés des très petites entreprises (TPE) », *La Revue de l'Ires*, vol. 101-102, 2020, p. 7-31.

Pour citer cet article :

Rémy Bretton-Wilk & Fabien Desage & Tristan Haute, « De qui le maire de Roubaix est-il l'élu ? », *Métropolitiques*, 19 avril 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/De-qui-le-maire-de-Roubaix-est-il-l-elu.html>.